

## Déclaration CGT conseil d'administration d'installation de la CAF de S&L.

Depuis 3 ans la France vit une crise économique, écologique et démocratique aiguë.

Crise des gilets jaunes, mouvements sociaux contre la retraite par point, pour de meilleurs salaires et pour un meilleur service public. Crise sanitaire avec le COVID qui a démontré la faiblesse de notre système de santé font partie de notre lot quotidien. Pire, depuis un mois une guerre se déroule sur le sol européen à 2000 km de Mâcon en Ukraine.

Pas un d'entre nous autour de cette table aurait pu imaginer une telle situation.

C'est donc dans ce contexte que se termine notre mandat 2018-2022 et commence le nouveau 2022-2026. Durant ces années de crise, la CAF avec ses employés ont su faire face et rendre le service public aux allocataires. Nous saluons le travail des agents bien que malmenés par une COG supprimant des emplois et diminuant les dépenses de fonctionnement.

Dans quel contexte évoluons nous aujourd'hui ?

A lire tous les indicateurs et tous les baromètres :Secours populaire – ADT Quart monde - Secours catholique et d'autres : la pauvreté, la paupérisation et la précarité en France augmentent d'année en année.

Les salaires et les retraites ne suffisent plus pour vivre . Pour preuve, le gouvernement a inventé la prime pour l'emploi , le chèque énergie et la prime pouvoir d'achat, d'un autre côté il a fait baisser les APL, n'a pas augmenté le SMIC, les minimas sociaux, les allocations familiales.

***Pour rappel le seuil de pauvreté en France en 2021 était à 1102 €/mois pour un SMIC net à 1269 €/mois. 8,5 millions de Françaises et de Français vivent en dessous du seuil de pauvreté.***

Dans le même temps les richesses détenues par une minorité ont explosés, les profits du CAC 40 atteignent des records y compris pendant la crise COVID. L'argent coule à flots pour certains sans contreparties. Les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres.

La CGT ne se satisfait pas de cette situation et ne se résigne pas, il n'y a pas de fatalités aux choix. Au contraire les françaises et les français doivent pouvoir vivre dignement de leur travail avec de bons salaires et de bonnes retraites, un bon système de protection social.

L'investissement dans les politiques sociales, familiales et du logement doit être décuplé. Pour cela il faut aller chercher des recettes supplémentaires et des cotisations sociales supplémentaires.

La CGT défend et veut étendre le financement par cotisations sociales à la fois plus efficace et plus démocratique :

- réformer le financement de la Sécurité sociale est une nécessité,

Notre proposition repose sur les principes suivants :

- élargir l'assiette ou la base de calcul des cotisations sociales. Nous demandons l'intégration dans l'assiette de calcul des cotisations sociales de toutes formes de revenu (notamment les stock-options, les dividendes, etc.) et de rémunération dont les primes ;

- créer une sur cotisation. pour les entreprises ayant des politiques salariales au rabais et une gestion de l'emploi par la précarité qui va à l'encontre du développement productifs et écologique de l'entreprise ;

- mettre à contribution des revenus financiers des entreprises. La CSG doit être transformée en cotisation sociale. Il faut renforcer le financement de la Sécurité sociale en créant une contribution sociale sur tous les revenus financiers (dividendes, intérêts) ;

- instaurer immédiatement l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Cela rapporterait à minima une hausse de cotisations sociale de 20 milliards d'euros ;

L'argent public ne doit pas être redistribué aux actions et aux investissements privés, il doit être redistribué aux allocataires de la CAF et aux partenaires publics .La CGT se battra toujours pour l'universalité des allocations familiales ,nous mettrons toute notre force au service des allocataires, des partenaires publics et du personnel pour que la prochaine COG ne ressemble pas à la dernière.Nous voulons que cette future COG

se traduisent par plus de moyens humains, matériels et financiers.

Concernant le fonctionnement du CA, nous réaffirmons qu'il doit être un lieu de débat démocratique et contradictoire dans le respect des orientations de chacun. Il ne doit pas être une chambre d'enregistrement. Il doit être un lieu de décision, le pouvoir des administrateurs doit être réel et renforcé dans le cadre d'un réel paritarisme. Fidèles aux valeurs du Conseil National de la Résistance, nous combattons comme par le passé toute tentative d'étatisation.

C'est donc avec cet objectif que la CGT , 2ème syndicat représentatif en S&L présentera une candidature à un poste de vice-président.

Mâcon, le 24 mars 2022.

Ravet Julie - Taviot Olivier  
Administrateurs CGT